

Point d'information
27 mai 2021

Usage des médicaments de ville en France durant l'épidémie de Covid-19 : point de situation jusqu'au 25 avril 2021

Depuis le début du 1^{er} confinement en mars 2020, le groupement d'intérêt scientifique (GIS) EPI-PHARE constitué par l'ANSM et la Cnam assure, à partir des données du Système National des Données de Santé (SNDS), le suivi de la consommation des médicaments sur ordonnance délivrés en ville. Il publie ce jour son **6^{ème} rapport couvrant la période du 16 mars 2020 au 25 avril 2021** et portant sur **4 milliards de lignes de prescriptions** remboursées par l'assurance maladie à **51,6 millions d'assurés** du régime général.

Cette nouvelle étude met en évidence deux phénomènes majeurs au cours des 4 premiers mois de l'année 2021 : d'une part une **hausse nette de la délivrance de traitements antidiabétiques et cardiovasculaires (notamment les statines)**, d'autre part une **accentuation de l'augmentation des délivrances de médicaments antidépresseurs, antipsychotiques, anxiolytiques et hypnotiques déjà constatée en 2020**.

Ce rapport montre également une autre tendance inquiétante : **la vaccination des enfants et adolescents a continué d'enregistrer un fort déficit qui s'est même accentué** durant les 4 premiers mois de cette année.

Par ailleurs, cette étude montre une **augmentation**, depuis l'automne 2020, **de l'utilisation des produits permettant de réaliser des actes de diagnostics médicaux** (coloscopies, scanners ou IRM). Toutefois, cette augmentation n'est pas suffisante pour rattraper les retards importants enregistrés en 2020.

Enfin la **baisse spectaculaire de la prescription de l'antibiothérapie** s'est poursuivie en 2021 (-4,7 millions de traitements en 2021 (-24,8%) en lien avec la diminution de la circulation des virus (hors SARS-CoV-2) et autres agents infectieux consécutive à la distanciation sociale et au port du masque.

Les instaurations de traitements contre le diabète et les troubles cardiovasculaires sont en augmentation

Début 2021, le nombre de traitements prescrits et délivrés d'antidiabétiques et de statines (traitement des troubles lipidiques et en prévention cardiovasculaire) a augmenté pour atteindre de l'ordre de + 5% fin avril. Cette augmentation concerne tout particulièrement les instaurations de traitement chez des patients non traités auparavant : ainsi, on observe depuis ce début d'année **une hausse marquée par rapport à l'attendu des instaurations notamment pour les antihypertenseurs +69 000 (+14,7%), les antidiabétiques +15 000 (+11%), et les statines +61 000 (+24%)**.

Ces augmentations marquantes peuvent notamment s'expliquer par les effets délétères sur la santé de la baisse contrainte de l'activité physique imposée par la succession des différentes mesures de restrictions nécessaires au niveau national pour lutter contre l'épidémie.

L'usage de médicaments anxiolytiques, hypnotiques mais aussi plus récemment antidépresseurs ne cesse d'augmenter

La tendance forte de l'augmentation d'utilisation de ces 3 classes de médicaments s'est encore amplifiée en 2021 avec des hausses des délivrances de +5% à 13% selon les médicaments, et des hausses d'instaurations de +15% à +26% par rapport à l'attendu.

Au global, sur la période de plus d'un an depuis le début du premier confinement, entre mars 2020 à avril 2021, on observe une augmentation de +1,9 million de délivrances d'antidépresseurs, + 440 000 délivrances d'antipsychotiques, +3,4 millions de délivrances d'anxiolytiques et +1,4 million de délivrances d'hypnotiques par rapport à l'attendu.

La délivrance de médicaments de la dépendance à l'alcool a été globalement stable en 2020 mais en hausse marquée depuis le début de l'année 2021 (+18 300 délivrances entre janvier et avril 2021).

Cette augmentation reflète, sur le plan médical, l'impact psychologique majeur de l'épidémie de Covid-19 sur la population et de ses conséquences sociales, professionnelles et économiques.

Les moins de 18 ans sont insuffisamment vaccinés

La vaccination des enfants continue d'accuser un fort déficit en ces 4 premiers mois de l'année.

Pour les vaccins penta/hexavalents pour nourrissons et ROR, la chute des délivrances observée pendant le 1^{er} confinement de 2020 a été suivie d'un retour vers des valeurs habituelles. Toutefois, fin 2020 on observait un solde négatif de délivrance de ces vaccins atteignant -52 600 pour les vaccins penta et hexavalents pour nourrissons et -170 000 pour le vaccin ROR. Début 2021, on constate une **nouvelle chute des délivrances des vaccins penta/hexavalents pour nourrissons et ROR**, avec un solde négatif de respectivement -28 700 et -96 400 délivrances de ces vaccins par rapport à l'attendu en 2021 sur les 4 premiers mois de l'année.

Pour les **vaccins anti-HPV chez les jeunes filles**, la forte baisse des délivrances initiée pendant le 1^{er} confinement de 2020 s'est poursuivie jusqu'au 25 avril 2021, atteignant -274 000 doses (-33%) sur l'ensemble de l'année 2020 et -103 000 doses (-27%) sur les 4 premiers mois de 2021.

Cette baisse des vaccinations qui se poursuit en 2021 contraste avec la forte demande en vaccin contre le virus de la Covid-19, vaccination qui a concerné plus de 23 millions de personnes en 5 mois.

Les produits destinés aux actes de colonoscopie, IRM et de scanner en hausse après des mois de baisse

Après un effondrement en 2020 lors de la première vague de l'épidémie de Covid-19, on observe depuis mi-2020 une **reprise de la délivrance et de l'utilisation de produits de préparation aux actes de colonoscopie, IRM et de scanner** ; cependant le retard accumulé l'an dernier n'est pas comblé. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2020 on comptabilise un déficit de l'ordre de 206 000 (-17%) pour les préparations pour coloscopie, de 295 000 (-9%) pour les produits iodés pour scanner et de 173 000 (-10%) pour les produits de contraste pour IRM. En comparaison, sur les 4 premiers mois de 2021, par rapport à l'attendu ce sont +19 000 préparations pour coloscopie, +44 000 produits iodés pour scanner, +36 000 produits de contraste pour IRM qui ont été délivrés. La chute durant le début de la pandémie, parfois de plus de 80% de ces trois derniers actes indispensables pour diagnostiquer et suivre certains cancers ou maladies graves en poussée, conduisent toujours avec l'ensemble de la filière de cancérologie et de médecine de spécialité à des retards conséquents de prise en charge.

Pour télécharger le rapport de l'étude, cliquer [ici](#)

Contacts presse : contact@epi-phare.fr – presse@ansm.sante.fr – presse.cnam@assurance-maladie.fr